

même à la ville, et le livre à la justice; une instruction est commencée, et c'est Lévi lui-même qui dirige les investigations; il indique le lieu où est enterrée sa victime, raconte son crime dans les plus grands détails, et parait en quelque sorte solliciter un verdict de culpabilité. Le jury, en effet, le déclare coupable de meurtre, et Lévi parait en éprouver une sorte de joie. Il raconte alors que, malgré la certitude qu'il avait de ne pas être découvert, le remord avait fini par lui rendre la vie insupportable, et l'avait décidé à chercher un soulagement à sa conscience, en allant lui-même au devant de l'expiation. Quelle façon pour ceux qui se figurent avoir tout fait, lorsqu'ils sont parvenus à débiter leurs actions aux regards des hommes!

Nous sommes encore forcé de demander de l'argent à nos abonnés, mais ce n'est pas notre faute: qu'on nous paye plus régulièrement. Chacun se dit que 6s. 3d. de plus ou de moins n'influera pas beaucoup sur notre caisse; mais plusieurs font ce raisonnement. Nous avertissons une fois par toutes: nous interromprons l'envoi du journal aux retardataires.

M. Papineau et le Clergé Canadien.

"La société qui asservit l'Eglise ressemble à l'homme qui étouffe la conscience pour vivre en paix dans le crime." Chs. STOFFELS.

M. Papineau et ses amis doivent-ils se plaindre s'il vient au grand homme de toutes parts, certaines réclamations? Non, il nous semble. Ce monsieur, en cherchant noise à tout le monde ne doit pas trouver étrange qu'il prenne envie, voire même à tout le monde, de répliquer pour sa juste défense.

D'ailleurs, les toms sont passés où l'ancien tribunal, d'une parole ou d'une caillade, faisait taire ou asseoir les membres de l'ancienne Chambre d'Assemblée. Et puis, il le sait, il y eut toujours des hommes qui, par un haut de voir de conscience, dans l'intérêt de la religion et du peuple, durent parfois lui résister. C'est pourquoi il croit devoir revenir aujourd'hui à son ancien vœu: venant contre le clergé en général, et en particulier contre le clergé canadien.

Parmi les manies de M. Papineau qui n'en a aucune, comme on sait, est la prétention qu'il entretient encore de caractériser le clergé sur ses devoirs dans l'ordre politique. Il ne veut pas qu'il y ait d'autres principes qui régissent ces devoirs que les idées éternelles que M. Papineau couve depuis si longtemps, et qui, il faut l'espérer, n'écouleront qu'aussi tard que possible parmi nous; si toutefois elles doivent y éclore pour le malheur du pays.

Aux yeux de M. Papineau, les idées étroites des temps anciens disparaissent tous les jours. Non pas tout-à-fait, Monsieur; ces idées sont en lutte, il est vrai, depuis trois siècles avec vos idées modernes, nées de l'indépendance absolue de la raison dans tout ordre, religieux, politique, moral, philosophique et même littéraire. Voilà la question, mais voilà tout. Vous voulez bien seindre pour vous donner des airs de conquérant que le combat est terminé; et, comme vous ne reconnaissiez aucune autorité sur la terre, pour vous aussi par conséquent, les funérailles d'un grand culte sont faites. Point du tout: qu'elle que soit, aujourd'hui, l'apparence humiliée des principes qui vous déplaisent, humiliation qui s'explique facilement par l'insubordination native de la nature humaine et par la permission du Grand-Maitre qui punit l'orgueil de ses enfants en les abandonnant à leurs folles pensées, soyez sûr, Monsieur, que ces principes et le grand culte qui les honore et les infiltre dans le cœur des peuples, assisteront avant vous à bien d'autres funérailles sans compter les vôtres. Rémerciez Dieu qu'il soit resté dans le cœur des sociétés modernes un je ne sais quel caractère inéteignable d'ordre et d'élevation, au long enseignement de ces principes dans les âges de foi et d'honneur; car vous n'auriez plus sur ce front que vous levez si haut, sans savoir pourquoi, ce noble et saint attribut que la civilisation et la grâce chrétiennes y ont scellé de concert. Vainement vous résérverez le droit indépendant de ne rendre compte de vos actions à aucune autorité sur la terre: ce double attribut criera contre vous plus haut que votre orgueil insensé et impie, et si la confusion n'est pas pour vous, elle prendra; on doit l'espérer, au cœur si chrétien de vos compatriotes, qui vengeront de vos insultes ce qu'ils ont de plus cher, en vous isolant de leurs intérêts, puisque vous vous isolez si insolamment de ce qui a fait jusqu'ici le plus sûr fondement des leurs.

Avez le pour dit, M. Papineau, vous avez beau dénaturer les hommes et les principes auxquels vous devez, comme tout autre canadien éminent, ce qu'il y a eu de plus utile et de plus glorieux dans votre carrière, votre gloire et vos succès passeront du jour que vous prostituerez vos talents à vilipender ou à remercier, par une odieuse ingratitude, ces hommes et ces principes. Si, à tout prix, vous voulez être le Ledra-Rollin, ou le Sierbini de votre patrie, votre règne, que Dieu nous en préserve, ne pourra être, comme celui de ces héros démagogues, qu'un règne bien court pour vous, bien décevant, bien fatal même, et pour vos compatriotes encore plus fatal qu'auz et plus inglorieux.

Car d'abord, vous seriez plus coupable que les hommes de sang et de trouble auxquels vos tendances et vos doctrines donnent droit de vous comparer. Il y a 60 ans que l'Europe assiste à l'école des révolutions; elle a plus ou moins souffert dans ses diverses parties des legons cruelles et démoralisatrices qu'elle y a reçues. Le peuple français, qui a le plus dévié dans cette école générale des anciennes mœurs et des principes qui en étaient la sauvegarde, ne sait plus aujourd'hui à quoi s'en tenir, à qui croire en fait d'autorité politique et de gouvernement stable. Il n'y a plus chez lui de conscience, de respect, de religion à l'égard de ces choses fondamentales. Il a perdu le sens social sur les bases mêmes de la société. C'est pour lui un simple spectacle, terrible ou plaisant, sanguinaire ou hénin, que le renversement et le débâcle de ses dynasties, de ses empires, de ses restaurations et bien vite de ses républiques. C'est un jour de fête que le dressement des barricades et l'armement des citoyens contre leurs frères. L'enfant y fait son éducation, et tous les âges s'y forment dans la croyance que les hommes d'un même pays, aux jours où nous sommes, ne sont pas capables de vivre ensemble dix ans, sans se ruer les uns sur les autres comme l'hyène et le tigre dans leurs forêts.

Et vous voudrez faire croire, M. Papineau, que le peuple canadien dans ses mœurs douces et son bon sens est prêt pour ces combats de cannibales! Le peuple le plus honnête, le mieux élevé, le plus sensé peut-être du siècle actuel, vous en seriez, sans l'injurier, une de ces populations de Vienne, de Paris, de Rome même, amassées de tous points, vieilles de crimes et d'ignorance, et toutes prêtes à chercher dans la ruine et le sang de leurs concitoyens un affreux soulagement aux misères sans bornes que les révolutions leur ont faites! L'Union vous fait peur: c'est le désordre qu'il vous fait. Mais, pensez-vous donc que les leçons données au peuple canadien par les désordres de 37 et 38, que vous en soyez la cause ou non, ne lui ont pas ouvert les yeux sur votre maxime de tout ou rien? Pensez-vous que depuis ces désordres, si funestes à tant de ses frères que la perte de leurs biens, l'exil et la mort ont atteints si sévèrement, ce peuple, voyant son clergé et ses hommes sages se rallier pour fermer les plaies de la patrie et aviser aux moyens d'en atténuer les causes malheureuses, pensez-vous, dis-je, que ce peuple n'a pas droit de se fier plus à ces hommes de paix et d'ordre qu'à vous, artisans peut-être, de nouvelles discordes? On ne suit plus un chef frappé tout-à-coup de crainte ou de dévouement. On peut bien, on doit même lui savoir gré et reconnaissance tant qu'il n'a guidé sûrement nos pas; mais vouloir sous le prétexte de remplir le devoir de la reconnaissance, continuer de lui donner notre confiance et poursuivre avec lui jusqu'à l'abyme, s'il a en tête de s'y jeter, c'est un renversement de principes et de logique qu'on ne saurait exiger de personne au monde, encore bien moins d'un peuple entier. Ainsi, M. Papineau, pour le bonheur de vos compatriotes, pour l'honneur de votre passé, pour la paix des jours de votre avenir ou vous voyez entrer par l'ordre de la Providence, veuillez ajouter, et mieux encore abandonner votre éternel système d'excitation populaire envers et contre tout. Naguère, le gouvernement anglais, dans ses torts seulement vis-à-vis cette colonie, paraissait être l'unique point de mire de vos philippiques parlementaires. Vous aviez alors le plus souvent raison, et le pays entier vous saluait des noms les plus chers, les plus glorieux.

Aujourd'hui que l'Angleterre ne se consacre sur le sol canadien qu'une sorte de pied-à-terre, abandonnant de jour en jour toute intervention directe dans le gouvernement local, vous ne criez plus seulement contre ses torts réels ou imaginaires, mais vous en venez hardiment à l'audacieuse provocation, *delenda est Carthago*. Ce n'est point là le cri du peuple, puisqu'il est clair qu'il ne vous a point député à son grand conseil pour sonner la charge contre une puissance qui, seule au monde aujourd'hui, sur le continent européen, en dépit des doctrines subversives que vous caressez, offre à ses peuples des garanties d'ordre et de sécurité sociale. Ce n'est point non plus le vœu des hommes sages, dans la situation actuelle du pays, de provoquer contre la Mère-Patrie des luttes sans but pratique et utile, à moins que vous jugiez, M. Papineau, que tout but est utile et pratique dès lors qu'il vous mettra en évidence, vous et votre outré radicalisme. Si donc, ni le peuple, ni ses guides actuels en qui il a justement confiance, ne trouvent ni raison ni profit, mais pitié et pitié à réaliser vos vœux démocratiques, eux qu'un serment solennel et toujours si solennel et si glorieusement gardé, lie à une puissance monarchique; comment pouvez-vous vous abuser au point d'écarter ce que le peuple et ses guides vont forfaire à leur serment et à l'expérience pour le plaisir de vous éviter une déconvenue qu'il est plus urgent que jamais de vous infliger, malgré vos services et votre gloire passés.

Et puis une fois la puissance anglaise bannie de notre sol, est-ce, bien dans la grande famille républicaine des Etats voisins que vous voudriez nous introduire? A ce compte, à part nos gouverneurs anglais qui seraient remplacés par des gouverneurs américains ou canadiens, je ne vois pas quel degré de liberté plus large, nous pos-

serions pour la pleine action de nos institutions, de notre langue et de nos lois. Qui nous empêche, avec les éléments de liberté constitutionnelle que nous possédons aujourd'hui, de rétablir en fait d'industrie, de commerce et de progrès de tout genre, ce que vous convoitez tant chez nos voisins? Mais si vraiment la gloire et le développement progressif de nos institutions vous occupent, si surtout, la première de toutes, la religion de vos ancêtres, éveillez votre sollicitude, reposez-vous en la-dessus, comme tout le peuple, aux gardiens nés de la religion, à nos chefs spirituels, qui n'ont pas encore demandé, que nous sachions, que la bannière étoilée remplacât pour le plus grand bien de la religion les couleurs nullement inquiétantes du léopard.

Mais qui sait, une fois le drapeau britannique acattu sur le cap illustre du religieux Champlain, quel serait le sort de la religion dans ce pays de foi? Non pas que la religion ait besoin de tel ou tel drapeau pour accomplir ses fins divines. Non en Canada comme ailleurs, dans les jours où nous sommes, ce n'est point de la protection que la religion demande, mais sa part franche dans cette liberté universelle qui est à l'ordre du jour. Oui M. Papineau ce sont les états qui ont besoin de la religion, et non la religion des états. Qu'ils lui donnent de l'air, il vivront: qu'ils l'étouffent, ils s'asphyxient eux-mêmes et meurent. Pour elle son principe immortel de vie la garantit des suites violentes de son étreinte. Eh bien M. Papineau, que demanderiez-vous à l'Eglise catholique, votre mère selon la foi, car vous n'avez pas entendu la rejeter formellement quand vous avez dit: *Je me réserve le droit indépendant de ne rendre compte de mes actions à aucune autorité sur la terre*, que lui donneriez-vous, à cette vieille et respectable mère, si elle avait à vivre dans vos états futurs? Quelle liberté d'action serait laissée à son clergé, action vivante de son pouvoir et de ses bienfaits, comme l'a si bien dit notre excellent compatriote, M. Parent. Lui aiderez-vous dans ce qui serait de votre ressort, à donner des mœurs au peuple et aux savants, base première de toute société humaine. Lui continueriez-vous le privilège que son dévouement lui a fait d'instruire non pas dans les vérités de l'évangile, c'est son premier et spécial devoir, mais même dans les sciences humaines les générations qui nous succéderont, comme il a instruit et élevé celle dont vous faites partie et celles encore qui nous ont précédé depuis l'établissement de cette colonie? Lui laisseriez-vous, pour l'honneur et l'indépendance sacrée de son état, les moyens que nos lois actuelles et celles de l'Eglise lui ont fait dans l'intérêt de son existence civile et temporelle. Enfin, vous êtes catholique, et comme tel vous savez ce qu'il faut à la religion dans ses rapports avec l'ordre civil, pouvez-vous assurer à vos religieux compatriotes que la première de leurs institutions, leur foi religieuse, n'aurait rien à souffrir dans les plans que vous méditez? Et pourquoi donc ces plans, sont-ils tout pareils à ce qui s'opère actuellement ailleurs? En effet n'avez-vous pas voulu qu'on s'élève solennellement ces étranges opérations de la démocratie anti-sociale qui menace aujourd'hui l'Europe de la barbarie? Pourquoi donc ces plans n'opéreraient-ils pas ici comme là des suites pareilles? Les hommes sont partout les mêmes: les meilleurs portent en eux le moyen facile de devenir méchants. Le canadien a ses bonnes qualités, mais il a aussi ses défauts, défauts tels qu'il est très-propre à être détourné promptement des saines voies: il est vrai qu'il est facile aussi de l'y faire rentrer promptement: c'est le caractère français, qu'il faut bien étudier pour et contre avant de lui créer des théories nouvelles. En outre le peuple canadien n'a pas encore assez d'instruction pour apprécier les hommes et les choses qui pourraient compromettre son bonheur politique et social; et, comme ici ainsi qu'ailleurs, dans les temps de crise ou le monde est aujourd'hui placé, les hommes sages et modérés se cachent malheureusement, il est exposé plus que d'autres peuples mieux instruits des intérêts politiques, à se voir conduit et dupé par de faux amis, ou même par une poignée d'imberbes, comme on l'a vu dans l'agitation qui précéda les événements de 37 et de 38 et comme on le verra encore aujourd'hui, si l'adolescente phalange de l'Union et ses quelques jeunes amis de Québec n'étaient suffisamment compris dans leur zèle démagogique.

Soyez donc persuadé, M. Papineau, que le mieux à faire, si vous voulez prêter le concours de votre voix puissante au bonheur politique et social de vos compatriotes, ce n'est point de persister à faire de l'audace et puis de l'audace et puis encore de l'audace, comme disait et faisait l'odieux Dan-ton; mais à vous imposer dans l'esprit et le cœur ces principes sociaux catholiques, puisque vous êtes le mandataire, le corrépondant et le concitoyen spécial d'un peuple catholique; car, voyez-vous, les meilleurs esprits l'ont dit, et l'expérience le prouve pleinement quand vous aurez étudié comme eux la vérité, tout est social dans le catholicisme. Vous voulez une liberté plus large encore que celle qui vous permet l'expression fantasque de votre ultraradicalisme; vous avez vos journaux, votre jeune école, vous criez à l'admiration et vous invoquez pour votre pays la gloire sanguinaire, tumultueuse qui illumine à vos yeux l'Europe moderne: on vous laisse dire, on vous laisse faire. Vous feignez

de ne pas apercevoir cette rare extension de tolérance; vous que l'autorité gouvernementale a déjà traité si favorablement. Que dis-je, jouissant outre mesure de la liberté de la parole et de la presse, vous avez désoté voter tout démeurement contre cette liberté de la presse, en harmonie fraternelle avec M. Guycé digne champion de la loyauté ultra-loyale.

Mais reprenons. Vous voulez pour votre pays catholique et peuple d'hommes moraux et paisibles, accoutumés à tout recevoir de leur religion en fait de principes et de conscience, vous voulez de l'air, le grand air de la liberté: c'est bien, c'est le cri des hommes d'état catholiques, aujourd'hui; de l'air, de l'air à la religion! Le grand air de la liberté! disent-ils; mais, soyez sûr, que ces cris n'appellent pas ce que réclame par ses et nefus les populations dont je vous parlais tout-à-l'heure, et que vous voulez qu'on félicite. C'est-à-dire, dans une terre comme le Canada catholique où, selon la parole d'un contemporain, règne on peut dire plus que partout ailleurs une liberté sage, une égalité juste, une fraternité raisonnable, fondée sur la foi du Christ, vous voulez une liberté russe, une égalité rouge, une fraternité à la Proudhon. Car on ne déplace point des principes certains, éprouvés comme ceux qui sont aujourd'hui notre paix domestique et sociale, sans parcourir plus ou moins complètement le cercle des erreurs et des folies.

Mais, encore une fois, faites mieux, M. Papineau. Vous pouvez rendre encore de grands services à votre patrie; Vous pouvez encore être l'homme au cœur généreux et aux pensées grandes, car les grandes pensées viennent du cœur. Vous voulez la gloire et le bonheur de votre pays; eh bien, rappelez-vous ces principes, ou étudiez les aux sources catholiques si vous les ignorez. Les sociétés seront grandes quand l'amour catholique sera batre leur cœur; tous les peuples seront frères quand l'Eglise universelle (catholique) sera la conscience des peuples. Cette société des nations est l'œuvre de l'Eglise future; c'est-à-dire de l'Eglise catholique associée franchement au gouvernement des sociétés politiques, et non haïllonnée et jalouée par elles. C'est le but suprême que Dieu a marqué à sa mission sur la terre. M. Parent, peu compris, je pense sur ce point comme sur bien d'autres, avait dit la même chose dans sa remarquable lecture. M. Charles Stoffels à qui nous empruntons ces paroles, écrivait aussi chrétien qu'éclairé, a fait tout un livre sur les principes constitutifs et conservateurs des sociétés chrétiennes. Il n'a point, comme tant d'autres, pris dans son esprit seul, ou dans l'esprit rationaliste des utopistes du jour, les éléments de son œuvre; mais comme tous savaient chrétien, il a interrogé cette lumière qui éclaire tout homme venant en ce monde. Il a présenté à l'éclat pur et non trompeur de cette lumière la vie des sociétés antiques et modernes, comme a fait Bossuet dans un autre sens, et comme font tous les écrivains et les hommes de science qui veulent vraiment instruire; et il a trouvé dans le catholicisme, ces éléments éternels de tout ordre, de tout progrès, de toute félicité et de toute gloire sociale. On dirait que M. Parent a suivi ce beau livre, tant il y a accord de pensées et de vues entre l'auteur et le lecteur. Il est vrai, que tout esprit sérieux qui réfléchira sur les principes fondamentaux des sociétés, se rencontrera nécessairement avec quiconque a écrit ou parlé d'une manière fidèle à ces principes, car l'unité est le cachet de l'enseignement catholique. Quelque soit la forme des gouvernements, elle n'empêche nullement l'application de ces principes: ce serait même dans la démocratie franchement libérale qu'ils auraient leur plus complète réalisation. Aussi, s'il sort jamais quelque chose de bon du travail actuel qui s'opère dans les gouvernements européens, en vertu du principe démocratique, c'est que ce principe viendra se retrapper dans la foi chrétienne, qui condamne le despotisme comme la révolte; qui établit règle et sanctionne divinement l'égalité, la fraternité, et la liberté.

C'est assez pour aujourd'hui, M. Papineau. Je ne veux pas abuser de la presse comme vous abusez quelquefois de la parole. J'aurais pu, j'en avais l'intention en commençant, résumer d'abord vos idées et vos actes depuis votre retour de Paris et faire voir à vos concitoyens que ces idées et ces actes tendent tous à se résumer plus ou moins notre Canada, sous le prétexte de ne vouloir d'abord que nous englober dans la République voisine.

La seconde fois, j'aurais pu aussi facilement faire entrer le doigt à tout homme sincère, et tant soit peu au fait de ces questions, sur l'ignorance remarquable ou la mauvaise foi qui vous caractérise quand vous parlez des rapports de la religion avec l'ordre politique. On croit entendre Ledru-Rollin, Cabet, Leblanc, Raspail et toute leur école philosophique, communiste ou socialiste. Vous parlez du Moyen-âge et de ses maximes d'après l'école historique anti-catholique, anti-chrétienne même. Sur toutes ces questions si importantes, si vitales dans un pays catholique, on sent à chacune de vos phrases l'odeur d'un esprit qui se sent impregné au contact de votre intimité, dit-on, avec l'infatigable et si-dévot illustre Lamennais et ses nouveaux adeptes. C'est avec des éga-

ments pareils que vous avez fondé à Montréal, cette jeune école de Brutus au bercail qui dissémine partout le pays les idées toutes fraîches, ou seulement réchauffées de leur Grand-Maitre et de ses auteurs parisiens. Ce qu'il y a de plus saugrenu, de plus faux, de plus hardi, de plus compromettant pour notre paix publique et pour la sainte éducation de notre jeunesse, cette école par son *Avenir*, le reproduit, le défend, l'isole des rapports contradictoires qui établissent la vérité et défendent l'ordre social. S'agit-il de l'Italie, on adopte et l'on transmet à l'honnête peuple canadien les moyens astucieux, injustes, violents dont se sert aujourd'hui dans l'état pontifical le simulacre de gouvernement qui y presse un peuple assez digne, il est vrai, d'un tel sort par son incroyable inertie. Sur les rives si catholiques du St. Laurent, on voudrait faire croire que Sierbini et sa troupe n'en veulent qu'au principal, nullement au pontife universel. Fadaise! Etait-ce pour honorer le roi, ou le pontife, cette procession sacrilège qui promena dans les rues de Rome, avec dérision et sarcasme, les enseignes augustes du pontificat, le texte même de sa parole apostolique et jusqu'au signe adorable du salut des hommes? Et quand on a fait crier, mort au pape! mort aux Cardinaux! mort aux prêtres! mort aux congrégations noires! et le reste, tout cela s'adressait-il uniquement au souverain temporel? Il faut être bien aveuglé, bien faible d'instruction catholique, bien fort d'audace pour présenter de semblables balivernes à la croyance d'un peuple intelligent. Et quand tout cela ne s'adresserait qu'au prince temporel de Rome, croyez-vous que notre peuple, doué de sens et de religion, ne comprend pas clairement ce que vous feignez, vous Messieurs de la jeune école, être incompréhensible, c'est-à-dire la nécessité de l'indépendance temporelle des papes?

Mais passons à un autre objet qui vous concerne, vous et votre chef. Vous pourriez dire au public canadien mieux que personne sans doute, qui a rendu si pressante tout-à-coup, dans deux à trois comités de Montréal, la demande de l'abolition des dîmes. Est-ce pour soulager le pauvre peuple que vous lui avez suggéré cette belle idée, ou mieux, pour compromettre et saper petit-à-petit le ministère sacré et si essentiel du pasteur en avilissant le ministre? Dans notre siècle d'éclat et d'opulence matérielle, vous auriez plaisir à voir tout le clergé d'un pays réduit à l'état d'un ordre mendiant, ou pire encore, à l'état de ces prêtres sacrés que les gouvernements plus ou moins anti-chrétiens du jour, suspendent sous bon plaisir ou durant bonne conduite: c'est-à-dire, tant qu'ils demeurent bons et fidèles serviteurs politiques de la couronne ou de l'état; celui-ci exige de l'église et de la religion d'être en état de puissance visible, des sacrifices à la Cromwell, à la Henri VIII, à la Joseph II, ou encore, à la façon des auteurs de la Constitution civile, à la Bonaparte, à la Nicolas; enfin et surtout, pour entrer dans l'esprit actuel du temps, à la façon rouge et radicale de la Suisse-corporation, ou de la République sociale, ou de l'indépendance italienne. Mais finissons.

Ah! que votre rôle serait encore beau, M. Papineau, et que tous les cœurs vous rendraient bien vite, si, jetant derrière vous des plans funestes, vous vouliez vous rallier franchement à vos concitoyens. Voilà qu'une entente providentielle parait s'être établie pour longtemps, nous l'espérons, entre le clergé, les bons citoyens et le peuple de la patrie. Un de vos chauds amis, un homme compris comme vous dans l'insurrection de 37 et 38, un citoyen éclairé, mais revenu complètement des idées outrées et funestes qu'il avait embrassées, comme tant d'autres, à l'ombre de vos niles, à su dire depuis d'une manière notoire que c'était au clergé et au clergé seul à sauver le pays maintenant. En effet, le clergé catholique, dès qu'il n'est pas entravé dans son ministère de paix, de conciliation et d'ordre, par les vertus privées et sociales qu'il a mission de prêcher et de pratiquer lui-même, voit s'établir autour de lui, partout où il met le pied, l'ordre dans l'individu d'abord, puis dans la famille, puis dans l'état. Et ceci est plus que clair, et dispense par conséquent de tout développement raisonné. Que les citoyens honnêtes et influents, par leur exemple et leurs paroles, lui prêtent secours: que les hommes qui ont en main le pouvoir civil et politique maintiennent, quand le cas s'élève, par la force qui leur est donnée de Dieu les devoirs sociaux imposés par le Maître du monde et enseignés par ces ministres à chaque individu et à toutes les familles; vous aurez bientôt et toujours, un état moral, paisible et heureux; et ce sera le fruit de cette belle et puissante harmonie d'action entre le citoyen et le prêtre, qui fait la condition essentielle de toute société régulière et complète. Jusques-là, n'espérons point ici, comme ailleurs de repos social. Ce sont les principes qui meurent tout. S'ils sont d'origine divine, comme les nôtres; c'est-à-dire, s'ils sont en pleine harmonie avec les besoins de l'humanité dans tous les cours de sa carrière terrestre comme dans son avenir immortel; s'ils se font à tout âge, à tout événement; s'ils conviennent toujours aux caractères changeants des peuples; c'est-à-dire en un mot, s'ils sont faits de la même main qui a façonné la nature humaine, cette nature aura beau prévariquer, se di-